

Direction régionale de l'environnement, de l'Aménagement et du logement
Service Risques

Affaire suivie par : Laurent Courapied

Mail : laurent.courapied@developpement-durable.gouv.fr

LILLE, le 13 novembre 2024

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur de la société
MC CAIN ALIMENTAIRE – Parc
d'entreprises de la Motte du Bois, rue
Pierre Jacquart CS 90308, 62440
Harnes

Objet : Respect des conclusions sur les meilleures techniques disponibles des industries agroalimentaires et laitières

Réf. : Dossier de réexamen en date du 28/01/2021

Rapport de base transmis par lettre du 15/12/2020

Code AIOT : 0007000846

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis votre dossier de réexamen et votre rapport de base visés en référence au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au secteur de l'agroalimentaire (BREF FDM – Food, Drink & Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019. Le respect de ces MTD **vous est applicable depuis le 4 décembre 2023**, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de votre dossier de réexamen, **je prends acte de votre engagement de mise en conformité** de l'exploitation de vos installations en regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le secteur de l'agroalimentaire précitées.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour les-

quelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'exploitation de vos installations depuis le 4 décembre 2023. Les dispositions génériques de l'annexe à l'arrêté ministériel vous sont directement applicables depuis cette date.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent. Veuillez noter que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement, et que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés depuis le 4 décembre 2023.

Je rappelle également les conclusions de l'inspection réalisée par la DREAL le 4 octobre 2024 :

- l'installation de méthanisation du site est classée au titre de la rubrique 3532 et l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles sur le secteur des déchets est applicable,
- une mise en demeure a été proposée au Préfet notamment concernant les non-conformités de vos rejets aqueux de phosphore et MES,
- le remplacement des fluides frigorigènes d'un pouvoir de réchauffement planétaire supérieur à 2500 doit être planifié et des mesures compensatoires doivent être mises en œuvre dans l'attente.

Je précise enfin qu'il convient de mettre en œuvre une surveillance des sols (a minima tous les 10 ans) et des eaux souterraines (a minima tous les 5 ans) conformément à l'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur, par délégation,
le chef du service Risques,

Marc Mancini